

Art. 3. Artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "Op basis van een met redenen omkleed voorstel van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs kan de regering afwijken van het eerste lid.

Art. 4. Artikel 5, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst: "De verdeling over de universitaire instellingen wordt jaarlijks berekend naar rata van het gemiddelde aantal studenten die gedurende de 6 academiejaren voorafgaand aan het jaar waarin de attesten worden uitgereikt, zijn ingeschreven voor de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie diergeneeskundige wetenschappen, volgens de " wet van de grootste overschotten »."

Art. 5. In artikel 6, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "van het tweede kwadrimester" vervangen door de woorden "van het tweede kwadrimester van het lopende academiejaar, of van het tweede kwadrimester van het voorafgaande academiejaar voor studenten die voor het tweede opeenvolgende jaar zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus van de diergeneeskundige wetenschappen. Indien, ondanks deze scheidingsmethode, de gelijkheid blijft, dan wordt rekening gehouden met de resultaten van de evaluaties van de onderwijsseenheden in de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studies diergeneeskundige wetenschappen."

Art. 6. Artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "Deze limiet kan worden overschreden wanneer de bedoelde universiteit over overblijvende attesten beschikt."

Art. 7. Artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 19 oktober 2017, wordt als volgt hersteld:

"De student wordt geacht ingeschreven te zijn voor het vergelijkend examen. Hij kan zich terugtrekken tot en met 15 februari van het lopende academiejaar, waarbij deze termijn overschreden kan worden in geval van overmacht, naar behoren onderzocht door de universiteit waar de student is ingeschreven."

Art. 8. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een zin die als volgt luidt:

"Uiterlijk tijdens het academiejaar 2025-2026 wordt door de regering een tweede evaluatie uitgevoerd."

Art. 9. De tweede zin van artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 110/1 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt opgeheven.

Art. 11. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2017 betreffende de oriëntatietest in de gezondheidssector wordt opgeheven.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking met ingang van het academiejaar 2021 -2022, met uitzondering van de artikelen 1, 8 en 9, die in werking treden op 15 juni 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 241-1. - Commissieamendement(en), nr. 241-2- Commissieverslag, nr. 241-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 241-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 241-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 16 juni 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/42360]

17 JUIN 2021. — Décret modifiant le décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales est remplacé par ce qui suit : « Décret cadre relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le présent décret a pour objet l'instauration d'un cadre permettant la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la promotion des politiques transversales de lutte contre la pauvreté et en faveur de la réduction des inégalités sociales dans les matières relevant de la Communauté française. ».

Art. 3. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même décret, les mots « l'accès au savoir, l'accès aux services publics, » sont insérés entre les mots « l'accès à l'éducation, » et les mots « l'exercice d'une activité valorisante ».

Art. 4. Dans l'article 2 du même décret, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Des missions de la Cellule transversale de la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales ».

Art. 6. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Cellule pour la réduction des inégalités sociales et de la lutte contre la pauvreté et la pauvreté infantile » sont remplacés par les mots « Cellule transversale de la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales ».

Art. 7. L'article 3, 1^o, du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Le plan aborde notamment :

- la lutte contre la pauvreté infantile ;
- la lutte contre la pauvreté à l'école ;
- la lutte contre la précarisation des étudiants ;
- l'accessibilité pour tous aux services publics.

Par « pauvreté infantile », on entend la pauvreté telle que définie au paragraphe premier, touchant les enfants de 0 à 18 ans et qui peut se traduire par la déprivation matérielle définie comme étant l'incapacité de couvrir au moins deux des éléments suivants :

1^o avoir trois repas par jour ;

2^o avoir au moins un repas comprenant des protéines par jour ;

3^o avoir des fruits et légumes frais tous les jours ;

4^o avoir des livres appropriés à l'âge et au niveau de connaissances de l'enfant (indépendamment des livres scolaires) ;

5^o disposer d'équipements de loisirs extérieurs (bicyclette, patins ou planche à roulettes...);

6^o suivre une activité de loisir régulière (natation, musique, organisation pour la jeunesse...);

7^o disposer de jeux d'intérieur (au moins un par enfant, dont des jouets éducatifs) ;

8^o disposer de ressources financières pour participer à des voyages et manifestations scolaires;

9^o disposer d'un endroit calme offrant assez d'espace et de lumière pour faire ses devoirs ;

10^o accéder à une connexion internet ;

11^o disposer de quelques vêtements neufs (à savoir que tous les vêtements ne sont pas d'occasion) ;

12^o disposer de deux paires de chaussures de la pointure appropriée ;

13^o avoir la possibilité d'inviter parfois des amis à la maison pour partager un repas et jouer ;

14^o avoir la possibilité de célébrer des occasions spéciales (anniversaire, fêtes diverses...). ».

Art. 8. Dans l'article 3, 3^o, du même décret, les mots « de déprivation, de pauvreté et de pauvreté infantile » sont remplacés par « de déprivation et de pauvreté ».

Art. 9. Dans l'article 3, 9^o, du même décret, les mots « aux articles 12 et 13 » sont remplacés par les mots « à l'article 12 ».

Art. 10. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « et la pauvreté infantile » sont abrogés.

Art. 11. Dans l'article 4, alinéa 2, du même décret, le mot « six » est remplacé par le mot « douze » et les mots « , la pauvreté infantile » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé ce qui suit :

« 2^o un représentant du Délégué général aux droits de l'enfant ».

Art. 13. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, le 5^o est remplacé ce qui suit :

« 5^o un représentant du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale créé par l'accord de coopération du 5 mai 1998 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, approuvé par le décret du 30 novembre 1998. La voix de ce représentant au sein du Conseil est consultative. ».

Art. 14. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, le 9^o est complété par la phrase suivante : « La voix de ce représentant au sein du Conseil est consultative. ».

Art. 15. Dans l'article 7, § 8, du même décret, les mots « à l'exception des membres visés au § 1^{er}, 2, 6 et 7 » sont remplacés par les mots « à l'exception des membres visés au § 1^{er}, 2^o, 5^o, 6^o, 7^o et 8^o ».

Art. 16. Dans l'article 12, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, après avis du Conseil, deux « centres de ressources relatif à la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales », l'un pour le territoire de la région de langue française, et l'autre pour le territoire de la région bilingue de Bruxelles-capitale, ci-après dénommés « centres de ressources ». ».

Art. 17. Dans l'article 12, § 2, 1°, du même décret, les mots « de coordonner et de soutenir financièrement » sont remplacés par les mots « d'organiser, de coordonner et de soutenir financièrement ».

Art. 18. Dans l'article 12, § 2, du même décret, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° de recruter, former et assurer un suivi et un accompagnement des « experts du vécu en matière de pauvreté et d'inégalités sociales », lesquels seront associés à la réalisation de missions auprès du Ministère de la Communauté française définies par la Cellule et le centre de ressources et encadrées par une convention spécifique. Les experts du vécu sont des personnes dont la mission est de faciliter le lien entre le Ministère, les organismes d'intérêt public qui en relèvent et leurs utilisateurs, en mettant en exergue les difficultés que peuvent rencontrer ces derniers s'ils sont en situation de pauvreté ou d'inégalité sociale, et en faisant des recommandations. Pour exercer ces missions, les experts du vécu s'appuient sur leur propre vécu. La convention définit les profils spécifiques, les modalités d'engagements et les modalités d'exercice des missions des experts du vécu. ».

Art. 19. Dans l'article 12, § 3, du même décret, le 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° en termes de documentation : publier des études, articles ou commentaires relatifs à l'objet du présent décret, sous forme de périodiques, de lettres d'information ou de revues et/ou disposer d'un centre de documentation accessible au public. »

Art. 20. L'article 13 du même décret est abrogé.

Art. 21. L'article 14 du même décret est abrogé.

Art. 22. L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Un montant annuel de maximum 375 000 euros est consacré au financement de chaque centre de ressources visé à l'article 12.

Il permet notamment :

- l'engagement de deux expert(e)s du vécu équivalents temps plein associés à la réalisation de missions auprès du Ministère de la Communauté française ;

- le subventionnement de frais forfaitaires de fonctionnement et de personnel ;

- le soutien financier des projets transversaux contribuant à la réalisation d'une des actions ou mesures prévues dans le plan de lutte contre la pauvreté devant représenter au moins 50 % du montant visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 23. Dans l'article 16, § 2, du même décret, les mots « couvrir au moins un des dix bassins « enseignement qualifiant – formation – emploi » » sont abrogés.

Art. 24. Dans l'article 16, § 3, 3°, du même décret, les mots « le cas échéant » sont insérés entre les mots « impliquer » et « la participation ».

Art. 25. Dans l'article 16, § 3, du même décret, le 5° est abrogé.

Art. 26. Dans l'article 16, § 8, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « 500 000 euros » sont remplacés par les mots « 650 000 euros ».

Art. 27. Dans l'article 17, § 2, du même décret, les mots « tant que les articles 7, 12 et 13 ne sont pas mis en œuvre » sont remplacés par les mots « tant que les articles 7 et 12 ne sont pas mis en œuvre ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 239-1. — Amendement(s) en commission, n° 239-2. — Rapport de commission, n° 239-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 239-4

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 16 juin 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42360]

17 JUNI 2021. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van sociale ongelijkheid

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van sociale ongelijkheid wordt vervangen door de volgende tekst "Kaderdecreet betreffende de bestrijding van armoede en de vermindering van sociale ongelijkheden".

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van sociale ongelijkheid, wordt lid 1 vervangen door wat volgt: "Dit decreet heeft tot doel een kader vast te stellen voor de uitvoering, de follow-up, de evaluatie en de bevordering van transversaal beleid ter bestrijding van armoede en ter bevordering van de vermindering van sociale ongelijkheden in aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen. ".

Art. 3. In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "toegang tot kennis, toegang tot overheidsdiensten," ingevoegd tussen de woorden "toegang tot onderwijs," en de woorden "de uitoefening van een waarderende activiteit".

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen door het volgende opschrift: "Oprachten van de Transversale cel voor de bestrijding van armoede en de vermindering van sociale ongelijkheden".

Art. 6. In artikel 3, punt 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden " Cel voor de vermindering van sociale ongelijkheid en de strijd tegen kinderarmoede " vervangen door de woorden " Transversale cel voor de strijd tegen armoede en de vermindering van sociale ongelijkheden " .

Art. 7. Artikel 3, 1°, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met de volgende leden:

"In het plan wordt inzonderheid aandacht besteed aan:

- de strijd tegen kinderarmoede;
- de strijd tegen armoede op school;
- de strijd tegen de bestaansonzekerheid van studenten;
- de toegankelijkheid van overheidsdiensten voor iedereen.

Onder "kinderarmoede" wordt verstaan: armoede als omschreven in paragraaf 1, die kinderen in de leeftijd van 0 tot 18 jaar treft en die tot uiting kan komen in materiële deprivatie, gedefinieerd als het onvermogen om ten minste twee van de volgende elementen te dekken:

- 1° het nuttigen van drie maaltijden per dag;
- 2° het nuttigen van ten minste één maaltijd met proteïnen per dag;
- 3° elke dag vers fruit en verse groenten te eten;
- 4° boeken die passen bij de leeftijd en het kennisniveau van het kind (ongeacht schoolboeken);
- 5° recreatief materiaal voor gebruik buitenshuis (fiets, rolschaatsen of skateboard enz.);
- 6° regelmatige vrijetijdsactiviteiten (zwemmen, muziek, jeugdorganisaties, enz.);
- 7° binnenshuis spelen (ten minste één per kind, waaronder educatief speelgoed);
- 8° beschikken over financiële middelen om deel te nemen aan schoolreizen en –evenementen;
- 9° een rustige plek met voldoende ruimte en licht hebben om huiswerk te maken;
- 10° toegang tot een internetverbinding;
- 11° om wat nieuwe kleren te hebben (niet alle kleren zijn tweedehands);
- 12° twee paar schoenen van de juiste maat;
- 13° om vrienden in huis te kunnen uitnodigen voor een maaltijd en spelletjes;
- 14° om speciale gelegenheden te kunnen vieren (verjaardagen, diverse feesten, enz.). "

Art. 8. In artikel 3, 3° van hetzelfde decreet, worden de woorden "deprivatie, armoede en kinderarmoede" vervangen door "deprivatie en armoede".

Art. 9. In artikel 3, lid 9°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "in de artikelen 12 en 13" vervangen door de woorden "in artikel 12".

Art. 10. In het eerste lid van artikel 4 van genoemd decreet worden de woorden "en kinderarmoede " opgeheven.

Art. 11. In artikel 4, lid 2, van hetzelfde decreet, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "twaalf" en worden de woorden " , kinderarmoede " opgeheven.

Art. 12. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, wordt punt 2° vervangen door wat volgt

"2° een vertegenwoordiger van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind".

Art. 13. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, wordt punt 5° vervangen door wat volgt

"5° een vertegenwoordiger van de Dienst voor de strijd tegen de armoede, de bestaansonzekerheid en de sociale uitsluiting, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 5 mei 1998 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende de voortzetting van het armoedebeleid, goedgekeurd bij decreet van 30 november 1998. De stem van deze vertegenwoordiger in de Raad is enkel raadgevend. "

Art. 14. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, wordt aan punt 9° de volgende zin toegevoegd: "De stem van deze vertegenwoordiger in de Raad is enkel raadgevend. "

Art. 15. In artikel 7, § 8, van hetzelfde decreet, worden de woorden "met uitzondering van de leden bedoeld in § 1, 2, 6 en 7" vervangen door de woorden "met uitzondering van de leden bedoeld in § 1, 2°, 5°, 6°, 7° en 8°".

Art. 16. In artikel 12 wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende tekst:

"§ 1. De regering erkent, voor een periode van vijf jaar, na advies van de Raad, twee "centra voor de bestrijding van armoede en de vermindering van sociale ongelijkheden", één voor het grondgebied van het Franse taalgebied en één voor het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, hierna "centra voor de hulpbronnen" genoemd. "

Art. 17. In artikel 12, § 2, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "te coördineren en financieel te ondersteunen" vervangen door de woorden "te organiseren, te coördineren en financieel te ondersteunen".

Art. 18. In artikel 12, § 2, van hetzelfde decreet, wordt punt 3° vervangen door wat volgt:

"3° het aanwerven, opleiden en verzekeren van de opvolging en ondersteuning van "ervaringsdeskundigen op het gebied van armoede en sociale ongelijkheid", die betrokken zullen worden bij de uitvoering van opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap zoals bepaald door de Cel en het Hulpbronnencentrum en geregeld door een specifieke overeenkomst. De ervaringsdeskundigen zijn mensen die tot opdracht hebben de verbinding te vergemakkelijken tussen het ministerie, de instellingen van openbaar nut die onder zijn gezag vallen en hun gebruikers, door de aandacht te vestigen op de moeilijkheden die deze laatsten kunnen ondervinden wanneer zij zich in een situatie van armoede of sociale ongelijkheid bevinden, en door aanbevelingen te doen. Bij de uitvoering van deze opdrachten putten de ervaringsdeskundigen uit hun eigen ervaring. In de overeenkomst worden de specifieke profielen, de voorwaarden voor de indienstneming en de wijze van uitvoering van de opdrachten van de ervaringsdeskundigen vastgesteld. "

Art. 19. In artikel 12, § 3, van hetzelfde decreet, wordt punt 11° vervangen door wat volgt:

"11° op het vlak van documentatie: het publiceren van studies, artikelen of commentaren met betrekking tot het voorwerp van dit decreet, in de vorm van tijdschriften, nieuwsbrieven of magazines en/of het beschikken over een documentatiecentrum dat toegankelijk is voor het publiek. "

Art. 20. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 15 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 15. "Voor de financiering van elk in artikel 12 bedoeld hulpbronnencentrum wordt jaarlijks een bedrag van ten hoogste 375.000 euro uitgetrokken.

Het maakt het inzonderheid mogelijk:

- de aanwerving van twee voltijds equivalente ervaringsdeskundigen voor het uitvoeren van opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- de subsidiëring van vaste werkings- en personeelskosten;

- financiële steun voor transversale projecten die bijdragen tot de uitvoering van een van de acties of maatregelen waarin het plan voor armoedebestrijding voorziet; deze steun moet ten minste 50% van het in lid 1 bedoelde bedrag belopen."

Art. 23. In artikel 16, paragraaf 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "die ten minste een van de tien gebieden "onderwijs - opleiding - werkgelegenheid" bestrijkt" opgeheven.

Art. 24. In artikel 16, § 3, 3°, van hetzelfde decreet, worden tussen de woorden "impliceren" en "de deelneming" de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd.

Art. 25. In artikel 16, § 3, van hetzelfde decreet, wordt punt 5° opgeheven.

Art. 26. In artikel 16, § 8, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "500.000 euro" vervangen door de woorden "650.000 euro".

Art. 27. In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "zolang de artikelen 7, 12 en 13 niet ten uitvoer zijn gelegd" vervangen door de woorden "zolang de artikelen 7 en 12 niet ten uitvoer zijn gelegd".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 239-1. — Commissieamendement(en), nr. 239-2. — Commissieverslag, nr. 239-3. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 239-4

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 16 juni 2021.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/42242]

20 JUIN 2021. — Arrêté royal portant nomination d'un membre et renouvellement des mandats de quatre membres du conseil d'administration de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement et portant nomination de l'administrateur délégué et des deux vice-présidents de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1962 relative à la Société Fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement, l'article 3bis;

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 2013 portant nomination ou renouvellement des président, vice-président, administrateur délégué et de certains membres du conseil d'administration de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement visés à l'article 3bis, §§ 4 et 7 de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société Fédérale de Participations et d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 portant nomination d'un président et d'un vice-président néerlandophone de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement ;

Vu les statuts de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement, les articles 13 à 20 et 23;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juillet 2021 ;

Considérant que les mandats de cinq membres du conseil d'administration de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement, ci-après dénommée la SFPI, ont expiré au 31 octobre 2018, dont ceux de l'administrateur-délégué et des deux vice-présidents ;

Considérant que les mandats de quatre de ces membres sont renouvelés et qu'un nouveau membre est nommé ;

Considérant que le président de la SFPI et l'administrateur délégué de la SFPI doivent être d'expression linguistique différente et que le président de la SFPI appartient actuellement au rôle linguistique français ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2021/42242]

20 JUNI 2021. — Koninklijk besluit houdende benoeming van een lid en hernieuwing van de mandaten van vier leden van de raad van bestuur van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en houdende benoeming van de afgevaardigd bestuurder en van de twee ondervoorzitters van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, artikel 3bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 2013 houdende benoeming of herbenoeming van de voorzitter, ondervoorzitter, afgevaardigd bestuurder en van bepaalde leden van de raad van bestuur van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij bedoeld in artikel 3bis, §§ 4 en 7 van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende benoeming van de voorzitter en van de Nederlandstalige ondervoorzitter van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij;

Gelet op de statuten van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij, artikelen 13 tot 20 en 23;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2021;

Overwegende dat de mandaten van vijf leden van de raad van bestuur van de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij, hierna de FPIM genoemd, op 31 oktober 2018 zijn verstreken, waaronder deze van de afgevaardigd bestuurder en de twee ondervoorzitters;

Overwegende dat de mandaten van vier van deze leden worden hernieuwd en dat een nieuw lid wordt benoemd;

Overwegende dat de voorzitter van de FPIM en de afgevaardigd bestuurder van de FPIM tot een verschillende taalrol moeten behoren en dat de voorzitter van de FPIM momenteel tot de Franse taalrol behoort;